



Plan de financement de l'économie française

La première réunion de travail du comité de suivi du plan de financement de l'économie française s'est tenue le 27 janvier 2009 à Bercy en présence de Christine Lagarde, Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, qui a dressé un premier bilan du dispositif gouvernemental mis en œuvre depuis le mois d'octobre 2008. Pour rappel, ce dispositif se décline en deux composantes :

- un **apport de liquidités à moyen terme** aux banques via la SFEF (société de financement de l'économie française). La SFEF intervient en levant des fonds avec la garantie de l'Etat sur les marchés, qu'elle prête ensuite à moyen terme aux banques moyennant un taux d'intérêt et la transmission de créances au titre de garantie ;

- un **renforcement des fonds propres** des banques pour augmenter leur capacité de crédit, via des souscriptions de la SPPE (société de prise de participation de l'Etat) qui est financée par un emprunt public pour un engagement plafond de 40 milliards d'euros.

A fin janvier, 13 banques ont bénéficié de 23 milliards d'euros de prêts auprès de la SFEF, au taux de 4 %. Concernant le dispositif de renforcement des fonds propres des banques, la SPPE a souscrit en décembre dernier une première tranche de 10,5 milliards d'euros de titres super subordonnés (TSS) émis par les 6 principales banques françaises au taux de 8,2 %. Les modalités de la 2^{ème} tranche de renforcement des fonds propres ont été annoncées le 21 janvier 2009. Cette 2^{ème} tranche portera sur un même montant maximum de 10,5 milliards d'euros, les banques pouvant émettre d'ici le 31 août 2009 soit des TSS, soit des actions de préférence sans droit de vote. Moins hybride que les TSS, les actions de préférence sont éligibles au « *core Tier one* ».

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Le dispositif de médiation du crédit outre-mer

Le dispositif de médiation du crédit a été mis en place dans les neuf collectivités territoriales d'outre-mer dès le début du mois de novembre 2008. Identique en tous points à celui déployé en Métropole, le dispositif s'articule autour d'un médiateur départemental, fonction occupée par chacun des directeurs des agences de l'IEDOM et de l'IEOM, et d'une cellule opérationnelle de suivi. Cette cellule est réunie chaque semaine par le Préfet et est composée du TPG et du médiateur départemental qui examinent et orientent les dossiers déposés.

Le dépôt d'un dossier se fait prioritairement au travers de la plateforme internet élaborée pour la circonstance (<http://www.mediateurducredit.fr>).

Sur les trois premiers mois d'activité, une centaine de dossiers a été reçue sur les neuf départements ou collectivités d'outre-mer, dont 46 à la Réunion, 28 à la Martinique et 19 à la Guadeloupe. Plus de la moitié des dossiers acceptés (67) ont été traités (34), avec un taux de succès proche de 50 %.

Publications au Journal Officiel de la République du 31 janvier 2009

1 - Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna

- l'ordonnance n° 2009-102 du 30 janvier 2009 relative aux informations sur le donneur d'ordre qui doivent accompagner les virements de fonds ;

- l'ordonnance 2009-103 du 30 janvier 2009 relative aux mesures de gels des avoirs.

Ces textes rendent applicables dans les COM les dispositions de la loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie déjà en vigueur en métropole et dans les DOM.

2 - Blanchiment de capitaux

L'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment et de financement du terrorisme. Ce texte transpose en droit français la 3^e directive européenne anti-blanchiment.

Publications

1 - Rapport de la mission de réflexion et de propositions sur l'organisation et le fonctionnement de la supervision des activités financières en France

Ce document, établi par M. Bruno Deletré à la demande du ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/094000030/>

2 - Bilan de la médiation bancaire pour l'exercice 2007

Le rapport est disponible en téléchargement sur :

http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/cmb_bilan_2007.pdf

3 - Pour un développement responsable du crédit renouvelable en France

Ce rapport, réalisé par Athling management pour le Comité consultatif du secteur financier, est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/autres/athling.htm>

4 - Rapport annuel du Comité consultatif du secteur financier

Le 3^e rapport du 2007-2008 du CCSF est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/rapports/rapport07-08.htm>

5 - Les cartes de retrait et de paiement dans le cadre du SEPA

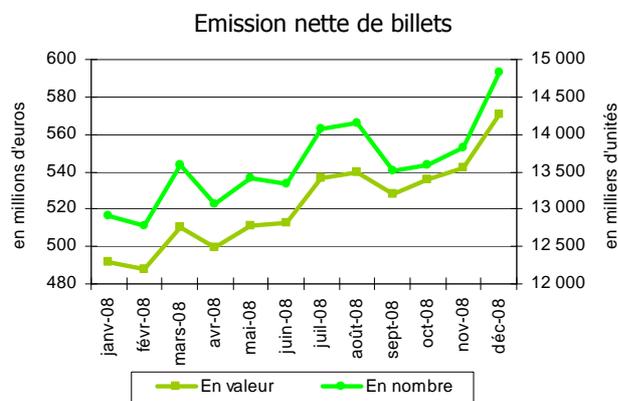
Ce document, réalisé par M. Hervé Sitruk, est disponible en téléchargement sur :

http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/autres/cartes_sepa.htm

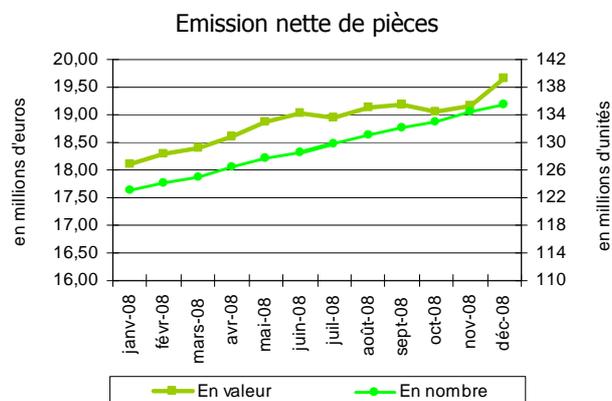
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Monnaie fiduciaire : la coupure de 50 € demeure la valeur faciale prédominante en Martinique

En 2008, les émissions nettes de billets ont progressé de 15,6 % en volume et de 17,2 % en valeur par rapport à l'exercice précédent et s'établissent à 14,8 millions de billets pour une valeur avoisinant 571 millions d'euros. Les coupures de 50 € et 20 € représentent à elles seules 86,5 % du nombre de billets en circulation. A fin 2008, la part de la coupure de 50 € progresse de 1,5 point sur un an pour atteindre 49,1 % du nombre total de billets émis, au détriment des autres valeurs faciales, notamment de celle de 20 € (36,4%) en repli de 0,8 point sur l'exercice. Dans le même temps, l'émission nette de pièces euros s'élevait à 135,5 millions d'unités pour une valeur de plus de 19,6 millions d'euros (respectivement +11,1 % et +8,9 % par rapport à 2007). La demande de pièces en euros de faible valeur (1, 2 et 5 centimes d'euros) demeure soutenue et représente en nombre 76,8 % de l'émission divisionnaire.



Source : Iedom



Source : Iedom

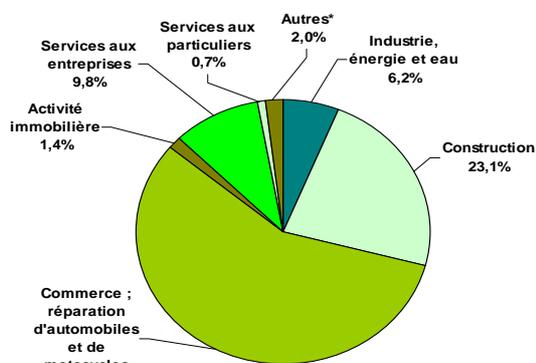
Sinistralité des agents économiques : un bilan 2008 défavorable pour les entreprises.

Au 31 décembre 2008, les indicateurs de vulnérabilité financière des agents économiques du département se détériorent. En baisse continue depuis 2004, le nombre de personnes physiques en **interdiction bancaire** (18 388) demeure quasiment stable sur un an (-1 %). Sur la période sous revue, 138 409 incidents de paiement sur chèques (+0,5 % sur un an) et 4 207 retraits de cartes bancaires (+7,2%) ont été recensés. De son côté, le nombre de personnes morales en situation d'interdit bancaire, en augmentation constante depuis mars 2008, s'est accru de 7,7 % sur l'année. Il s'établit désormais à 2 176.

Parallèlement, 2 302 **incidents de paiement sur effets de commerce** ont été recensés, soit une augmentation de près de 17 % sur un an. Le montant total correspondant est en hausse de 45 %. Il s'établit à 20,2 millions d'euros contre 13,9 millions d'euros un an plus tôt. Le montant unitaire moyen des impayés sur effets de commerce passe ainsi de 7 030 euros à 8 768 euros entre décembre 2007 et décembre 2008 (+24,7 %).

Au plan sectoriel, les secteurs du commerce et de la construction concentrent à eux seuls près de 80 % des incidents de paiement sur effets. Ces derniers sont également ceux qui enregistrent les plus fortes progressions sur un an, soit respectivement + 53 % et + 65 %.

Répartition sectorielle des incidents de paiement sur effets en 2008

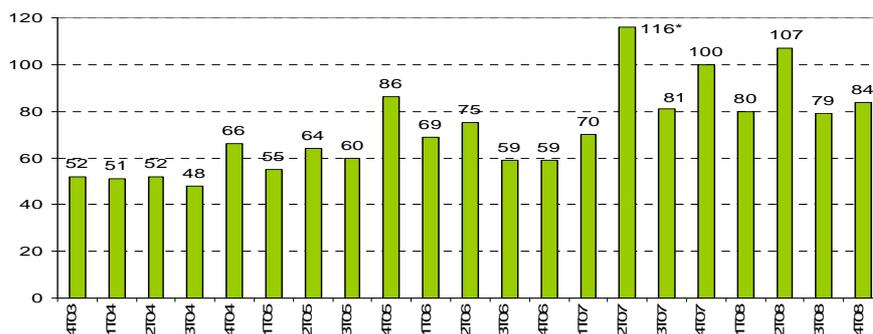


* Compte tenu de leur poids relatif, les secteurs « Agriculture, Transports, Hébergement, et Enseignement, santé humaine et action sociale » ont été regroupés dans la rubrique "Autres" du présent graphe.

Source : Banque de France

Par ailleurs, 350 dossiers ont été déposés auprès du Secrétariat de la Commission de **surendettement**, soit une baisse de 4,6 % par rapport à 2007 (année constituant un pic en partie lié aux actions de communication lors de la mission du Conseil économique et social en Martinique). A titre de comparaison, 188 485 dépôts de dossiers ont été comptabilisés de janvier à décembre 2008 au niveau national, en augmentation de 3,1 % sur un an.

Nombre de dossiers déposés auprès du Secrétariat de la Commission de surendettement



*Mission du Conseil Economique et Social national en Martinique en mars 2007
Source : Iedom, données trimestrielles

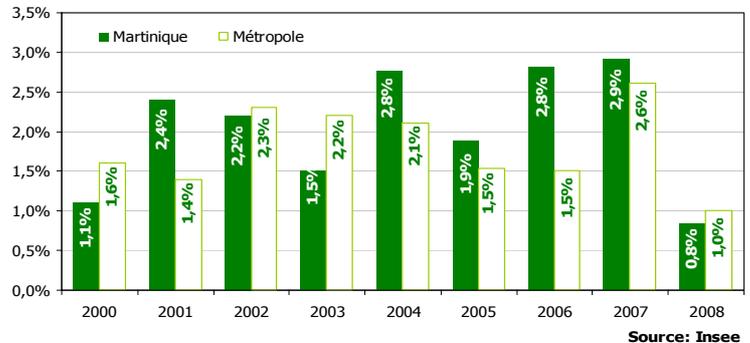
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Inflation : nouvelle détente sur les prix en décembre 2008

A fin décembre, l'indice des prix à la consommation enregistre un repli de 1,1% sur un mois portant le taux d'inflation annuelle à 0,8%, soit le plus faible niveau atteint depuis 2000. Le niveau de l'inflation à la Martinique se situe désormais au dessous de celui enregistré au niveau national (+1,0%). A titre de comparaison, l'inflation atteint +3,3% en Guyane, +2,8% à la Réunion et +1,6% en Guadeloupe à la même date.

Le poste « énergie », en baisse de 5,8% sur un an, contribue le plus significativement à la baisse de l'inflation annuelle. Par ailleurs, les produits frais enregistrent également un repli significatif de 6,8% par rapport à décembre 2007. Pour autant, les prix de l'alimentation progressent de 2,2% sur an. De même, les prix de services poursuivent leur progression (+2%) sous l'effet de la hausse des loyers et services rattachés (+3,7% sur un an). Enfin, le prix des produits manufacturés demeure stable en raison de l'infléchissement des prix des produits de santé (-1,5%) et de l'habillement et chaussures (-0,3%).

Taux de croissance de l'indice de prix à la consommation
Glissement annuel (décembre à décembre)

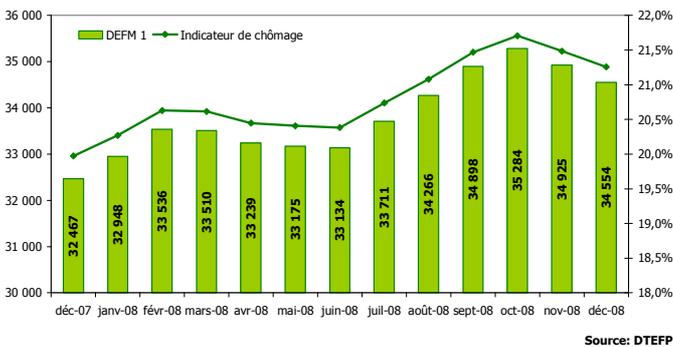


Emploi : une amélioration sur la fin de l'année mais une dégradation sur un an

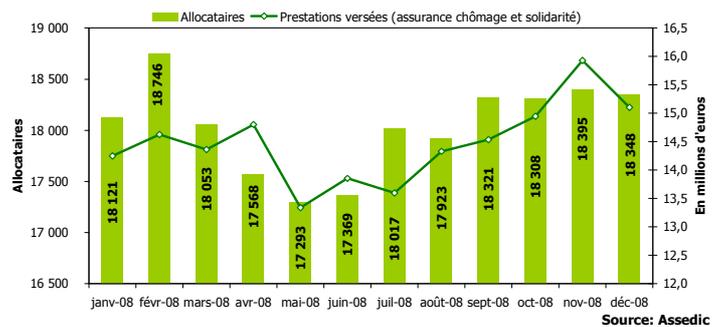
A fin décembre 2008, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 (DEFM1) s'élève à 34 554, en hausse continue depuis le mois de juillet 2008. Ainsi, sur un an, le nombre de DEFM1 progresse de 6,4%. En conséquence, l'indicateur de chômage gagne 1,3 point sur un an pour s'établir à 21,3%. L'ensemble des catégories de DEFM1 est concerné : les hommes (+6,7%), les femmes (+6,3%), et les jeunes (+6,9%). De même, les demandeurs d'emploi de longue durée (plus d'un an) sont également plus nombreux (+5,1% par rapport à décembre 2007). Néanmoins, la fin de l'année est marquée par une amélioration du marché de l'emploi. A fin décembre 2008, le nombre de DEFM1 s'inscrit en repli de 1,1% sur un mois à la faveur de la réduction du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans (-0,6% sur un mois).

Parallèlement, à fin décembre 2008, le nombre d'allocataires de l'Assedic (y compris formations et préretraites) s'établit à 18 348. Dans le détail, le nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage (ARE, AUD, ACA)* atteint 12 129, soit une progression de 3,4% sur un an. De son côté, le nombre de personnes indemnisées au titre du régime solidarité (allocation de solidarité spécifique et allocation d'insertion) se replie de 6,9% par rapport à décembre 2007, pour atteindre 5 489 personnes.

Evolution du nombre de DEFM 1 et de l'indicateur de chômage



Nombre d'allocataires de l'Assedic et montant des prestations versées



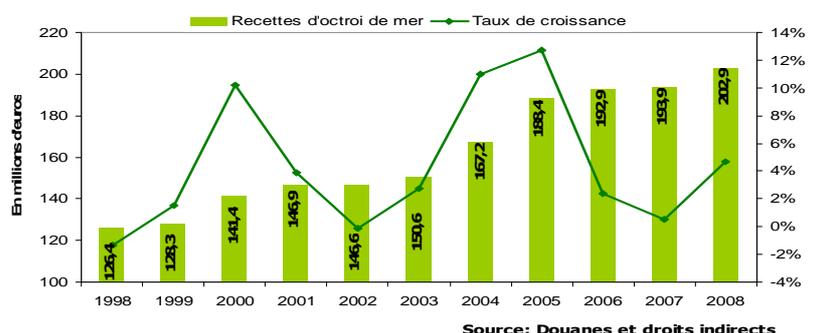
* ARE : Allocation Retour à l'Emploi, AUD : Allocation Unique Dégressive, ACA : Allocation Chômeurs Agés

Octroi de mer : des recettes supérieures à 200 millions d'euros en 2008

En 2008, les collectivités locales ont perçu 202,9 millions d'euros au titre de l'octroi de mer. Le niveau des recettes de la taxe est supérieur de 4,6% à celui enregistré en 2007.

Le rythme de progression des perceptions d'octroi de mer s'accélère. Le taux de croissance des recettes en 2008 est supérieur de 4,1 points à celui de 2007.

Recettes d'octroi de mer



LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var.% mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- décembre 2008	121,2	-1,1%	+0,8%
Chômage <i>(source : DDTEFP)</i>	Nombre de demandeurs d'emploi indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- décembre 2008 - décembre 2008	34 554 21,3%	-1,1%	+6,4% +1,3 point
Allocation Chômage <i>(source : Assedic)</i>	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- décembre 2008	12 125	+0,2%	+3,5%
RMI <i>(source : CAF)</i>	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2008	28 168	-2,9%	-8,4%
Commerce extérieur <i>(source : Douanes)</i>	Importations (en M€)	- novembre 2008	232,9	+12,7%	+9,3%
	Exportations (en M€)	- novembre 2008	30,3	+33,1%	+12,1%
	Taux de couverture mensuel:		13,0%		+0,3 point
Grande distribution <i>(source : DRCCRF)</i>	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990)	- novembre 2008	263	-13,3%	+2,4%
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- novembre 2008	359,1		+13,8%

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var.% mensuelle	Glissement annuel
Banane <i>(source : DRCCRF)</i>	Expéditions de bananes (tonnes)	- octobre 2008 - cumul annuel	14 320 117 695	+73,9%	nd -12,2%
Trafic aéroportuaire <i>(source : CCIM)</i>	Nombre de passagers	- décembre 2008 - cumul annuel	136 088 1 571 952	+22,9%	-7,1% -1,9%
Trafic Maritime <i>(source : Dircilec)</i>	Nombre de croisiéristes	- décembre 2008 - cumul annuel	19 634 87 427	nd	+33,3% +14,0%
Construction <i>(source: Ciments antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	- décembre 2008 - cumul annuel	20 550 263 536	+8,7%	+2,2% -0,5%

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement	2,00%	21/01/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	3,00%	21/01/2009
Taux de la facilité de dépôt	1,00%	21/01/2009

Taux d'intérêt légal

ANNEE	2008	3,99%	JO du 23/02/08
ANNEE	2007	2,95%	JO du 21/02/07

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/09)

	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
	2,50%	2,50%	3,00%	2,50%	1,75%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
3,8125%	3,1616%	2,4511%	1,8404%	2,1690%	2,4830%	2,5660%	2,6480%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
4,36%	4,02%	3,53%	3,64%	4,56%	4,22%	3,73%	3,84%

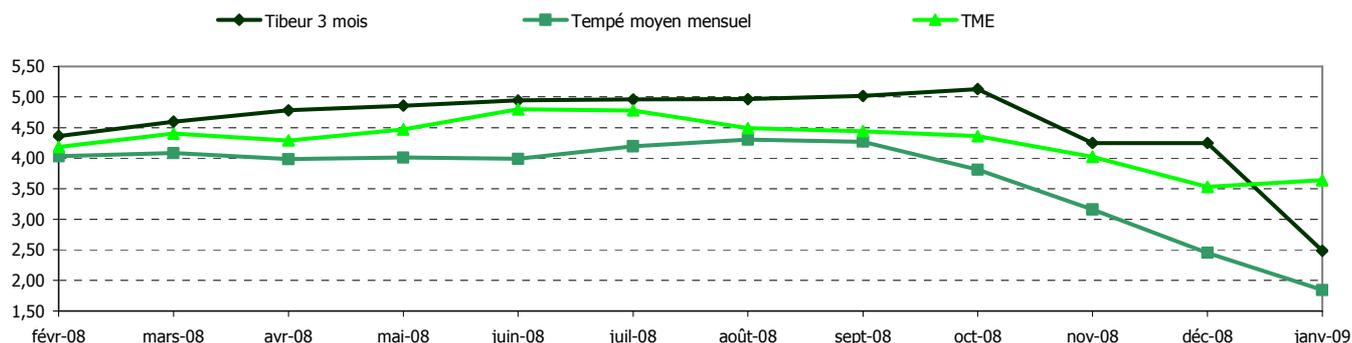
Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

Taux de l'usure (applicable à partir du premier trimestre 2009)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		7,80%			
Prêts à taux variable		7,80%			
Prêts relais		7,72%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,32%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		21,11%	Découverts en compte (1)		14,55%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		9,92%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

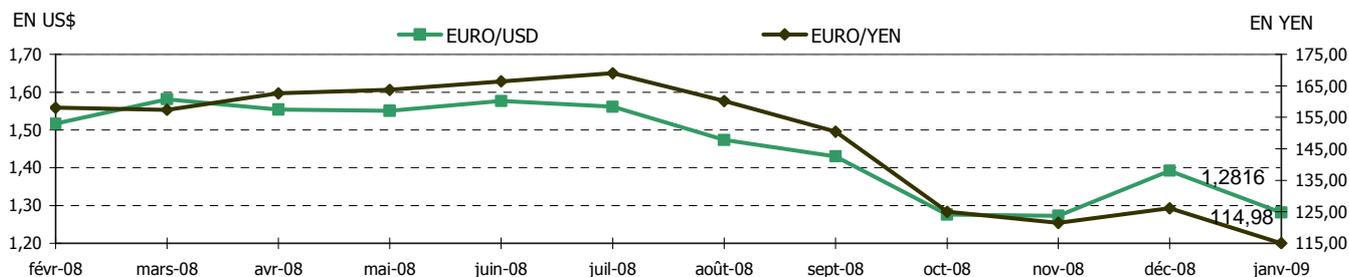
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2816	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,1411	EURO/SRD (Surinam)	3,54516
EURO/JPY (Japon)	114,9800	EURO/BWP (Botswana)	10,35150	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,31178
EURO/CAD (Canada)	1,5895	EURO/SCR (Seychelles)	21,6722	EURO/DOP (Rép. Dom.)	45,9838
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,89785	EURO/MUR (Maurice)	42,3562	EURO/BBD (La Barbade)	2,5830
EURO/SGD (Singapour)	1,9346	EURO/BRL (Brésil)	2,9640	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,04907
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,9399	EURO/VEF (Vénézuéla)	2,77323	EURO/XPf (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2512,96	EURO/XCD (Dominique)	3,46767	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK